**Note de synthèse :**

**Trois approches de la transition agroécologique juste dans le réseau Caritas**

**Octobre 2023**

# Introduction

La fédération de recherche GEMDEV a rejoint la Convention Programme Pluriannuelle (CPP) associant l’ONG Caritas et l’AFD sur un objectif de renforcement du pouvoir d’agir des populations vulnérables dans les territoires en faveur d’une transition écologique juste. Son rôle est d’accompagner scientifiquement CARITAS et ses partenaires dans leurs actions. A ce titre, le GEMDEV prend en charge trois actions distinctes et complémentaires afin de contribuer, au sein de la convention, à l’émergence d‘une vision commune de la « transition écologique juste » :

1/ la coordination et de l’animation scientifique de la CPP ;

2/ le pilotage de 3 projets de recherche structurants ;

3/ la réalisation d’une évaluation de la CPP privilégiant l’entrée par la gouvernance.

Le GEMDEV a fait appel à l’IRAM pour contribuer à la première action afin de participer à la construction d’une vision commune de la transition écologique et de son modèle de justice.

La CPP est mise en œuvre en collaboration avec 23 partenaires de terrain. Ce sont des associations Caritas (membres du réseau Caritas Internationalis), des acteurs d’églises et des associations de la société civile (nationales et/ou locales, des groupements, des collectifs, des coopératives). Ils sont soit directement bénéficiaires des activités sur le terrain, soit mobilisés pour participer aux échanges de connaissances et aux réflexions stratégiques. Les partenaires de la CPP travaillent avec leurs réseaux, y compris des organisations de la société civile, notamment des organisations autochtones et des associations locales ainsi que des instituts de recherche.

## Objectif et résultats attendus de l’accompagnement

L’objectif de l’accompagnement était d’appuyer la construction et l’animation d’une réflexion scientifique originale sur le thème « Agroécologie et transition écologique juste » croisant état des connaissances scientifiques et connaissances d’acteurs.

Les résultats attendus étaient :

* d’organiser et animer un séminaire et/ou ateliers et
* de contribuer à la rédaction d’un numéro des cahiers de la CPP « Controverses & Débat »

A ce titre l’IRAM a axé sa mission d’animation autour : i) de travaux permettant l’élaboration d’une vision commune (démarche participative mobilisant les acteurs de terrain dans une lecture d’enjeu de territoire) d’une transition agroécologique ; ii) en organisant la réflexion collective autour de deux axes de changements :

* La durabilité de la gouvernance territoriale
* Le degré d’« agro écologisation » du territoire

# Méthodologie, étapes de travail

Sur la base d’une proposition de participation volontaire aux partenaires du réseau Caritas, trois zones géographiques d’ampleurs différentes ont été ciblées conjointement par le SCCF et l’IRAM pour participer à la démarche :

* le sous-district (upazila) d’Alikadam dans la région des Chittagong Hills Tracts, dans lequel intervient l’ONG locale Caritas Bangladesh ;
* les départements de Chuquisaca et Tarija en Bolivie, dans lesquels intervient l’ONG locale ACLO ;
* un ensemble de pays d’Afrique de l’Ouest (Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo, Burkina Faso, Bénin) où se déroule le Programme Agroécologie pour le Sahel (PAES) mis en œuvre par différents partenaires nationaux du réseau.

Des échanges préparatoires impliquant les chargé.e.s de partenariats, les coordinateurs pays des partenaires du réseau et la chargée de suivi, d’évaluation et d’apprentissage du SSCF, ont permis de clarifier la méthode en fonction des zones de travail, de partager la documentation disponible et de programmer les 2 sessions de focus groups à venir. Dans les trois cas, il s’agissait pour l’IRAM de se pencher sur la nature des accompagnements proposés aux différents « niveaux » de la transition agroécologique et c’est donc autour des ces niveaux d’intervention que s’est organisée la discussion.

Une image contenant texte, capture d’écran, smartphone

Description générée automatiquement

Figure 1 Les niveaux de transition agroécologique (Source : Biovision, sur la base des travaux de S. Gliessman)

Dans le cas de la Bolivie et du Bangladesh, les 2 focus groups ont été organisés de manière similaire : un premier focus group de diagnostic a permis d’échanger sur le contexte particulier de l’intervention (conditions socio-économiques, environnement, système agraire), puis d’engager un échange sur l’accompagnement de la transition agroécologique proposé dans le territoire en suivant la méthodologie ACT (*agroecology criteria tool*) développée par la fondation Biovision[[1]](#footnote-1). Le deuxième focus group a permis de terminer le travail sur la méthodologie ACT et de prendre un temps d’échange autour des perspectives de ces accompagnements. Cette discussion était animée autour de la question « quels sont les facteurs internes et externes affectant les dynamiques de transition vers un système agroécologique dans le territoire ? » (matrice FFOM).

Dans le cas du Sahel, le choix a été fait de synchroniser l’organisation d’un unique focus group avec les rencontres régionales du PAES au Togo. Par ailleurs, la phase de diagnostic était assurée par un consultant, Magloire OTEYAMI, mobilisé en amont par le PAES. Toutefois, à la date de l’atelier (16 juin 2023), il n’avait pu conduire son travail de diagnostic que dans la zone d’intervention des partenaires togolais (CARTO, JARC, OCDI), dans la région des Savanes. L’atelier rassemblant des participants des 7 pays du PAES, l’animation de la discussion a été complètement différente, axée autour de 3 questions principales qui ont fait l’objet de discussions en sous-groupes.

* Dans vos pays d’intervention, quels sont les freins et leviers au développement de l’agroécologie dans les politiques publiques ?
* Quels sont les freins et leviers pour accompagner l’agroécologie dans vos projets ?
* Quels sont les freins et leviers à l’adoption et aux changements de pratiques agricoles au niveau de vos terrains ?



Figure 2 Déroulement de l'accompagnement de l'IRAM

Ces échanges ont donné lieu au présent document, présentant pour chacun des 3 territoires le diagnostic rapide et la/les trajectoires possibles. Un atelier final réunissant des chercheurs, les équipes des projets (à distance) et du SCCF, le 28 septembre, a permis de mettre en discussions ces synthèses, et de les mettre en perspective avec le regard de chercheurs – en particulier du chercheur discutant de la session, François Doligez.

## Limites

La démarche suivie par l’IRAM a été soumise à plusieurs contraintes importantes :

D’une part, elle s’inscrivait dans une démarche volontaire de la part des partenaires locaux, ce qui n’a pas permis de réellement faire un ciblage des territoires concernés par les focus groups.

D’autre part, les focus groups ont été conduits strictement à distance, ce qui a limité les possibilités d’animation et par ailleurs rendue impossible la connaissance des terrains spécifiques d’intervention de Caritas par l’IRAM (le Sahel est un territoire d’intervention régulier de l’IRAM, mais ce n’est pas le cas pour le sud de la Bolivie et le Bangladesh). L’animation à distance a impliqué de limiter la durée des focus groups pour éviter de dépasser 3h (durée au-delà de laquelle la concentration devient difficile).

Les échelles d’intervention étant complètement différentes entre les zones, la comparaison entre les approches et problématiques n’est pas aisée.

Enfin, les zones d’interventions choisies nécessitaient d’organiser les animations et restitutions en anglais, français et espagnol.

# Caritas Bangladesh

* Contexte

Problème d’accès à l’eau / sources d’irrigation

Accès limité à la terre

isolement de la zone

Croissance démographique et crise du système agraire traditionnel du *Djhum*  dont les caractéristiques sont en partie agroécologiques à la base

Diversité des espaces (versants et fortes pentes, vallées, plaines) permet une divesité de pratiques

Usage ++ des ressources naturelles (foret, rivière Matamuhuri) par les populations indigènes qui en tirent de nombreux services / croyances traditionnelles très liées au respect de la nature, au processus régénératifs des terres “If the forest survives, we survive”

Une image contenant carte, texte, atlas

Description générée automatiquement

Figure 3 Carte de localisation du sous-district d'Alikadam, district de Bandarban (Région des Chittagong Hill Tracts, Bangladesh)

* MACRO

Prise de contrôle du gouvernement sur la gestion des forêts, ce qui a privé les communautés de leurs droits fonciers sur certains espaces

Développement de la culture du tabac dans les plaines, sur les terres fertiles de l’Upazila (au détriment de la culture de riz) sur un format d’agriculture contractuelle, par des populations Bengali – caritas ne parvient pas à cibler ces porducteurs de tabac / les populations indigènes sont cantonnées aux espaces de versants.

Volonté de l’Etat de développer le tourisme dans la zone, génère des pollutions, impacte la nature

Zone dans laquelle les populations indigènes se battent pour leurs droits depuis longtemps, puis il y a eu des accords de paix. Grandes tensions, ce qui ne permet pas à Caritas Bangladesh de travailler sur le plaidoyer. / travail sur l’inforamtion, sensibilisatin sur la préervation de l’environnement, accès aux papiers d’état civil pour les populations, droits discuté dans des réunions villageoises , renforcement de capacité des femmes,..

* MESO

Manque de services d’extension

On forme les Community Agriculture Learning Center(CALC) créé par caritas, dans chaque village (20-30 bénéficiaires par groupe), facilité par le field facilitartaor

At the union level, there is an officer

STA social technical animator, trained on a variety of topics, in every learning center = a community volunteer, not paid but trained

Pas de groupements de producteurs

Problématiques fortes d’accès au marché, appui de caritas pour la vente groupées, contact des grossistes, … c’est difficile dans la zone très reculée mais développement des échanges par mobile money

* MICRO

Baisse de fertilité des sols en lien avec pratique du djhum dans un contexte de croissance démographique

Travail sur la fertilité avec compost, vermicompost

Biopesticides

+ travail sur l’efficacité de l’usage de l’eau (irrigation en goutte à goutte, mulching)

Travail sur des variétés locales

Très peu d’usage d’intrants chimiqeus par les communautés en agriculture

# ACLO Bolivia

Le partenaire bolivien de Caritas est la Fondation *Accion Cultural Loyola* (ACLO). Créée en 1966 par la Compagnie de Jésus, sa raison d’être première est de venir en aide aux populations rurales marginalisées les plus démunies dans le sud du pays. Initialement, son intervention auprès de ces populations s’est focalisée sur l’éducation comme vecteur de transformation des structures sociales et socio-économiques. En parallèle elle entreprit une action de plaidoyer et de mise en relation des populations rurales afin de renforcer leurs organisations dans la société bolivienne pour qu’elles puissent faire valoir leurs droits. Pour cela, ACLO les renforça afin qu’elles soient en mesure de porter le discours des paysan.ne.s par la mise en place de radios locales et des actions de plaidoyer.

Les actions menées par ACLO se concentrent dans les régions (*departamentos)* du sud du pays, Chuquisaca, Tarija, Potosi et el Chaco et dans le cadre du projet “t*ransition écologique juste et protection de l’environnement*”, elles concernent essentiellement les populations rurales des aires protégées de la Réserve Naturelle de Tariquia, dans la région de Tarija, le Parc National El Palmar et l’Aire Naturelle Iñao dans la région de Chuquisaca ainsi que les populations vulnérables périurbaines de la ville de Sucre. Dans le cadre de son intervention, l’Iram a conduit 2 focus group sur les actions menées par ACLO dans les aires protégées dans la mesure où les activités auprès des populations périurbaines de Sucre concernent moins les activités agricoles. Ce projet s’inscrit dans le cadre d’un programme régional de développement territorial de la région sud de Bolivie.

Une image contenant carte, atlas, texte

Description générée automatiquement  
Figure 4 Carte de localisation des départements de Chuquisaca et de Tarija (Bolivie)

**Un contexte potentiellement défavorable au développement de l’agroécologie ?**

De manière générale, le projet vise l’amélioration des de conditions de vie des populations rurales des aires protégées par la recherche d’alternatives de développement en lien avec les ressources naturelles et la protection de l’environnement afin de répondre aux enjeux contextuels de ces régions qui se caractérisent par une “*prédominance d'un modèle unique extractiviste mondialisé qui accroît la dégradation socio-environnementale sur la base d'une logique extractiviste et d'une consommation intensive d'énergie provenant de sources non durables, qui privilégie le profit par rapport aux visions territoriales locales, à la souveraineté alimentaire et à une vie digne*”.

En effet, dans ces régions, les activités extractives (hydrocarbures, en particulier le gaz et les minerais) sont fortement développées et les 2 régions se classent parmi les 4 premiers producteurs d’hydrocarbures du pays et contribuent très majoritairement aux ressources économiques et fiscales de ces 2 régions. Au niveau national, cela représente 97% du PIB bolivien. Cette forte dépendance régionale aux activités extractives encourage l’état et les sociétés extractives à lancer des campagnes exploratoires à la recherche de nouveaux gisements dans les aires protégées qui étaient jusque-là relativement préservée.

Par ailleurs, la proximité de la frontière argentine et de la capitale Sucre, contribuent aussi au fort développement de systèmes agricoles et d’élevages intensifs (pomme de terre, mais, bovins en particulier) dans les plaines et vallées du pourtour des aires protégées ce qui concoure à une expansion de la frontière agricole et donc une pression accrue des zones forestières (déforestation illégale par abattis- brûlis pour l’agriculture ou l’exploitation illégale du bois) protégées. Cela entraine des problèmes de pollution et de compétition pour les facteurs de production (eau et foncier) qui, couplés à une pluviométrie en baisse depuis une dizaine d’années, diminue la disponibilité et la qualité de l’eau (l’accroissement de la durée et de la fréquence des périodes de manque) et augmente les risques pour les populations des aires protégées principalement.

Dans ces zones, l’agriculture familiale est prédominante et les principales productions sont la pomme de terre, l’arachide, le maïs, le maraichage et l’agroforesterie. Ces dernières années, la culture d’agrumes est en forte progression tout comme la production de miel et représentent des ressources alimentaires et économiques diversifiées pour ces populations. Or ces systèmes sont en forte concurrence avec le développement des systèmes intensifs tant agricole que d’élevage en périphérie des aires protégées qui contribuent à l’extension de la frontière agricole dans les limites des aires protégées ce qui contribue en partie à la déforestation[[2]](#footnote-1119)tout comme l’exploitation forestière illégales.

De plus, le manque d’investissements et de politiques en faveur du développement agricoles et des populations rurales isolées de ces zones, qui souffrent d’un manque d’accès aux services de base (santé, éducation, eau potable) comme aux marchés agricoles (peu ou pas d’infrastructures routières), combinée aux contextes, engendre une crise sociale et économique au sein des réserves. Les habitants se politisent et la polarisation s’accentue entre promoteurs, grands agriculteurs et défenseurs de l’environnement. Cela est aussi observable au sein des communautés rurales des zones protégées où, la demande croissante en terre agricoles d’entrepreneurs agricoles individuels conduit certains propriétaires familiaux à louer une partie de leurs terres (les plus propices à l’agriculture) qu’ils finissent souvent par acheter quelques années plus tard. Ce phénomène conduit à un *accaparement* progressif des terres des réserves en lieu et place des population autochtones et donc l’extension de la frontière agricole au détriment des aires protégées par le développement de systèmes de productions intensifs en produits phytosanitaires or ACLO, ne travaille pas avec ces acteurs pour une transition agroécologique de leurs systèmes de production.

**Des actions pour une transition juste à plusieurs niveaux**

Malgré des contextes socio-politiques et économiques relativement peu moteurs pour une transition agroécologique juste, l’appui de ACLO cherche à donner une plus grande place et un plus grand rôle aux communautés autochtones en les accompagnant à relever le défi d’une transition juste vectrice de développement économique et social.

* Un appui à la transition par le plaidoyer et la promotion des connaissances et savoirs autochtones

ACLO, par le biais de son réseau de communication (radios, presse), œuvre à la mise en relation des populations des réserves et à la promotion de leurs savoirs *ancestraux* en matière de connaissances agricoles, naturelles, protection de l’environnement et gastronomiques. Ainsi, elle organise des foires aux niveaux local et régional pour valoriser et promouvoir les productions agroécologiques de la paysannerie familiale des aires protégées (légumes, fruits, confitures et miel). La qualité des produits (productions sans produits phytosanitaires chimiques) auprès des consommateurs est mise en avant et en parallèle, ACLO accompagne et renforce les organisations paysannes pour la défense de leurs intérêts à des niveaux régionaux et nationaux. Au niveau national, ACLO participe à la préparation d’une proposition de loi pour la règlementation de l’usage de produits phytosanitaires dans les aires protégées notamment.

Une autre de ces interventions cherche à sensibiliser et informer les populations autochtones de leurs droits, notamment pour qu’elles soient systématiquement consultées et partie-prenantes des projets de développement territoriaux en lien avec les projets d’aménagements, d’exploitation, ou agricoles dans leurs territoires et qu’ils puissent garantir des conditions de durabilité et une meilleure gestion des ressources naturelles.

* La promotion des produits locaux et la diffusion de pratiques agroécologiques pour accompagner la transition agroécologique

Pour accompagner la transition agroécologique et la diffusion de pratique plus vertueuses, ACLO a mis en place des activités pour renforcer le maillage de producteurs leaders dans chaque zone d’intervention, au niveau de localités situées dans les 3 aires protégées. Cela contribue, par le biais de ces paysans relais désignés par les communautés autochtones, à sensibiliser et informer ces communautés sur des pratiques techniques de production agricole et d’élevage (avicole et caprin) mais également des techniques de gestion, de préservation et de régénération des ressources naturelles ou encore de connaissances des droits des communautés.

ACLO s’appuie également sur des dispositifs de diffusion technico-pratique au moyen champs écoles qui mobilisent des techniciens, d’échanges entre paysans, la mise en place de *promoteurs* environnementaux qui sensibilisent sur l’intérêt de gérer et “prendre soin” des espaces forestiers, notamment des relations écosystémiques positives et patrimoniales des espèces forestières et animales locales. ACLO profite de son réseau de communication (radios) pour diffuser les informations et les messages dans des zones reculées et difficilement accessibles.

Par ailleurs, dans le cadre du projet, ACLO a mis en place des activités de *massification* de production de semences locales (productives ou forestières) au niveau des communautés afin de partager et encourager la replantation d’espèces locales pour maintenir et encourager la diversité variétale des productions et essences ligneuses locales. Cela se fait par le biais de paysans multiplicateurs et pépiniéristes qui contribuent à enrichir une banque de semences et améliorer la disponibilité de plants au niveau des communautés.

* Des appuis à la production, à la diversification des activités agropastorales et à la protection et préservation environnementale

Avec le projet et dans la mesure où l’appui à la transition agroécologique dans une aire protégée parait indissociable d’actions de préservation des ressources naturelles, ACLO à renforcer son intervention pour appuyer la production agricole, notamment en accompagnant techniquement les paysans par la formation et le conseil au niveau de leur parcelle. Ces appuis consistent à la diversification des productions via des associations et rotations culturales (pour réduire les attaques de nuisibles), l’amélioration de la gestion, reproduction et stockage des semences locales, de la valorisation des déchets, résidus de cultures (plutôt que de les brûler) et la matière organique (lombriculture à partir de résidus de cultures pour valorisation de l’humus de lombric).

En parallèle, l'appui à l’agroforesterie (introduction des agrumes) et au reboisement (essences locales) sont des axes privilégiés dans les aires protégées et en ce sens des appuis sont fournis via le conseil technique et la mise en place de pépinières localement. L’idée étant de valoriser les savoirs et connaissances autochtones en la matière et de les diffuser via les actions précédemment citées.

Sur le volet élevage, même si cette activité parait moins développée, des appuis sont également fournis pour une meilleure intégration de l’élevage caprins et ovins dans les systèmes productifs paysans. Ils visent une meilleure gestion des animaux et valorisation des interactions élevage/agriculture (gestion des parcours et pastoralisme régénératif), source complémentaire de revenus ou alimentaire des ménages.

Pour finir, dans un contexte de changement climatique et pressions accrues de la disponibilité en eau, le projet cherche à implanter des méthodes et techniques de conservation de l’eau au niveau des ménages par l’aménagements et/ou l’installation de réservoir capables de diminuer l’insuffisance de l’eau en saison sèche.

**Un potentiel à valoriser en faveur de la transition agroécologique dans les aires protégées du sud bolivien**

Les régions sud de la Bolivie, et notamment dans les aires protégées, offrent des potentiels à une transition agroécologiques. Ils sont en lien avec les ressources floristiques et faunistiques avec la présence d’espèces endémiques, voir introduites qui se sont adaptées, et qui sont emblématiques de la zone andine, à condition de les protéger pour qu’elles puissent être des ressources économiques en lien avec le tourisme vert. Cela couplé avec les ressources humaines, savoirs et connaissances autochtones, qui s’appuient sur une organisation sociale communautaire et culturel fortes offrent des opportunités pour une meilleure valorisation patrimoniales de ces territoires et in fine, à une meilleure protection et développement harmonieux de ces territoires.

# En Afrique de l’Ouest, des transitions agroécologiques axées sur les enjeux techniques de l’agriculture, mais qui se heurtent à certains paradoxes des politiques publiques

## Contexte

Les 7 pays d’Afrique de l’ouest (Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo, Burkina Faso, Bénin) rassemblés au sein du « Programme agroécologique au Sahel » (PAES) correspondent à un espace vaste rassemblant une grande diversité d’agroécosystèmes et de systèmes agraires. Dès lors, il était difficile d’engager un échange en focus group autour des pratiques agroécologiques proposées et des méthodes d’appui des différents partenaires de mise en œuvre. Par conséquent, les échanges se sont concentrés sur des aspects de niveau « macro », et en particulier les liens avec les politiques publiques des pays.

Une image contenant carte, texte, atlas, diagramme

Description générée automatiquement

Figure 5 Pays membres du "Programme agroécologique au Sahel" (PAES)

## Des politiques publiques axées sur la sécurité alimentaire

A ce jour, les politiques des Etats du PAES priorisent des enjeux de hausse de la production agricole (enjeux de sécurité alimentaire combinés aux enjeux économiques que représentent les cultures d’export). Au sortir des périodes de plans d’ajustements structurels, avec les vagues de libéralisations des structures étatiques dédiées à la production et à la régulation des marchés des matières premières, le modèle qui s’est imposé pour les cultures de rente a été celui de la révolution verte. En termes de politiques publiques, ce sont souvent des subventions en faveur de l’achat d’intrants chimiques importés qui ont été mises en œuvre pour accompagner le développement de la production, avec un accent porté sur la « modernisation » des filières.

Par exemple, le Bénin accorde des subventions importantes afin de stabiliser les prix de vente des intrants chimiques (engrais superphosphate SPP, NPK, herbicides, insecticides). En 2023, la contribution publique s’élevait à plus de 30 milliards de FCFA. Ces prix sont pratiqués indépendamment de la production (vivrière ou cotonnière)[[3]](#footnote-2).

Au Niger, la vente d’intrants phytosanitaires est administrée par la CAIMA (Centrale d’Approvisionnement en Intrants et Matériels Agricoles), avec des prix de référence, à l’exception des engrais dont la vente a été libéralisée depuis la réforme des engrais (adoptée en 2018 et mise en œuvre depuis 2022)[[4]](#footnote-3). La réforme du secteur des engrais visait en particulier à accroitre la disponibilité et l’accessibilité des engrais au Niger, grâce à un approvisionnement désormais assuré par le secteur privé.

Ces politiques souvent conçues pour l’agriculture de rente et la production à l’export, bénéficient également aux producteurs familiaux qui ont adopté de manière variable l’usage d’intrants chimiques. L’agriculture familiale est le modèle agricole prédominant dans les 7 pays, et la source principale d’alimentation pour la population.

Plusieurs pays du PAES sont à la recherche de solutions face aux enjeux sanitaires posés par l’usage d’intrants chimiques non homologués (lutte contre les étiquetages frauduleux, contre les produits de contrebande) mais ces actions ne sont pas reliées à des actions spécifiques en faveur de la réduction des usages de produits chimiques en agriculture.

## L’agroécologie trouve sa place dans certaines politiques ou stratégies

Pour autant, plusieurs pays ont adopté des politiques ou stratégies spécifiques en faveur de l’agroécologie.

Ex : Sénégal : PSE vert : intrants organiques / la transition agroécologique s’inscrit parmi les cinq initiatives majeures du Plan d’Action Prioritaire de la deuxième phase du Plan Sénégal Emergent (2019-2024). Dans le cadre du PSE vert, un plan a été engagé pour la reforestation du pays, la sensibilisation sur les risques liés à l’environnement, le recyclage et la lutte contre les déchets. Pour autant, le régime de subvention étatique aux intrants persiste. « La quasi-totalité des horticulteurs du Sénégal et des irrigants de la vallée du Sénégal utilisent ces produits pour lutter contre les adventices et les bio-agresseurs (insectes, maladies, etc.) »( DyTAES, 2020). « On observe des détournements d’usage et l’utilisation fréquente de pesticides non homologués : parmi les 300 spécialités recensées sur le marché, seules 189 étaient autorisées par le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) en Juin 2002 » (Ba et al., 2016).

Accompagnées de dynamiques de la société civile comme DyTAES (Dynamique pour une Transition AgroEcologique au Sénégal)[[5]](#footnote-4) (caravane de l’agroécologie[[6]](#footnote-5), ou sa note « Contribution aux politiques nationales pour une transition agroécologique au Sénégal » en 2020), la Task Force multi acteurs pour la promotion de l’agroécologie au Sénégal (TaFAé) ou l’Alliance pour l’Agroécologie en Afrique de l’Ouest (3AO).

Fin 2021, le gouvernement a lancé un processus participatif de structuration et de renforcement du PSE Vert. Parmi les objectifs identifiés pour le secteur agricole, figurent la réduction de 30% de l’utilisation d’intrants chimiques et l’augmentation des bio-intrants jusqu’en 2035, la couverture de 30% des surfaces agricoles par des pratiques agroécologique jusqu’en 2030, et la restauration des écosystèmes dégradés. (Milhorance, 2023) Prise de conscience de l’inefficacité (en matière de sécu alimentaire et de réduction des importations, sans compter les effets sur l’environnement) et du coût des mesures de subvention d’intrants.

Ouverture à des subventions en faveur des engrais bio [[7]](#footnote-6)

Questions du foncier : accaparement des terres ; régulation sur les transhumances notamment transfrontalières

* MESO :

Bénin projet TAZCO filière coton

ATDA : agences territoriales de développement agricole : promotion des filières agricoles

Liens intéressants à faire avec le consommer local

* MICRO L’appui à la transition agroécologique dans une aire protégée

Sahel : matière organique// baisse de la fertilité des sols

Capacité à faire des propositions au niveau des explotiations famiales à petite échelle, mais pas de perspective pour les grandes parcelles

Prise de conscience des consommateurs

Difficile d’identifier des solutions réplicables à grande échelle

+ illustration avec le cas du Togo par activités OPCI/Caritas Togo

# Synthèse des échanges

Les expériences croisées des appuis apportés par les partenaires de la CPP en matière de transition agroécologique témoignent d’une diversité d’interprétations et de visions du concept. En particulier, dans l’approche proposée par les partenaires de la CPP, la transition agroécologique juste est largement associé à des questions de préservation de l’environnement et des ressources naturelles.

Les projets d’accompagnements aux communautés des aires protégées de Chuquisaca et Tarija en Bolivie et dans les Chittagong Hill Tracts au Bangladesh se distinguent d’une vision strictement technique de l’agroécologie. Autant le mode d’action que le contenu des formations/conseils proposés témoignent de l’enjeu à privilégier en premier lieu dans ces zones la création de lien social et la défense des droits des communautés. En termes de modalités d’appuis, cela se traduit par de l’information diffusée au niveau de l’ensemble du village (*Community Learning center*) – pour toucher un éventail de publics large et diversifié – ou par les programmes de radio (réseau de radio ACLO) ou les manifestations grand public (foires) pour ACLO. Il pourrait être intéressant de comparer la progression des techniques agroécologiques proposées dans cette approche communautaire, associée à un pan important de sensibilisation à la protection de l’environnement, à l’approche plus technique promue par exemple dans le réseau du PAES, de diffusion de pratiques agricoles agroécologiques. On peut faire l’hypothèse qu’agir au niveau d’un village permet de toucher tous les groupes de personnes (jeunes, femmes, populations vulnérables) et d’englober des thématiques diverses qui se recoupent souvent avec les enjeux de la transition AE (alimentation/nutrition, usage durable des ressources naturelles et conservation…)

Dans les 3 contextes d’intervention, des problématiques communes émergent, qui pourraient faire l’objet d’activités de recherche spécifiques :

1 la connexion au marché ; des pistes par le biais des marchés publics (cf Sénégal avec du riz sénégalais pour toutes les commandes publiques à pourrait-on envisager d’aller vers du 100% agroécoloqique ?) ou de la vente à des entreprises ont été évoquées.

2 les effets de la diversification économique et ses limites / manière de maintenir l’attractivité du secteur et le coût d’opportunité

3 la mise à l’échelle

4 la connexion entre les niveaux d’intervention, est-ce que c’est des dynamiques qui cohabitent à différentes échelles ou il y a vraiment une dynamique transformatrice qui peut se mettre en place ? / rôle de la FAO a été important mais désormais un rôle d’orientation « en dormance » depuis le changement de Président

Voir si mettre la note de François en annexe ou fusionner ?

1. <https://www.agroecology-pool.org/methodology/> [↑](#footnote-ref-1)
2. Le *chaqueo,* ou abatti-brûlis, est traditionnellement pratiqué par les populations indigènes autochtones pour cultiver de nouvelles terres. Si par le passé, la moindre pression foncière permettait une certaine régénération de ces parcelles après 3 ou 4 de campagnes agricoles pendant une dizaine d’année, cela devient aujourd’hui avec la demande accrue de terres agricoles et notamment l’expansion de la frontière agricole. [↑](#footnote-ref-1119)
3. <https://sgg.gouv.bj/cm/2023-06-14/#:~:text=Le%20Conseil%20des%20Ministres%20s,'%C3%89tat%2C%20Chef%20du%20Gouvernement.&text=I%2D1.,et%20approbation%20de%20ses%20statuts>. [↑](#footnote-ref-2)
4. <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20220116-le-niger-lib%C3%A9ralise-le-secteur-des-engrais> [↑](#footnote-ref-3)
5. <https://www.cirad.fr/espace-presse/communiques-de-presse/2020/agroecologie-senegal-politiques-publiques> [↑](#footnote-ref-4)
6. <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20220309-s%C3%A9n%C3%A9gal-une-caravane-pour-sensibiliser-%C3%A0-l-agro%C3%A9cologie-%C3%A0-travers-le-pays> [↑](#footnote-ref-5)
7. <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/05/18/face-a-la-penurie-d-engrais-chimiques-le-senegal-promeut-des-alternatives-vertes_6173894_3212.html> [↑](#footnote-ref-6)